

C.S.M.E

Siège Social : Parc Municipal des Sports

93800 EPINAY SUR SEINE

Rapport du Commissaire aux comptes
sur les Comptes Annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

**CABINET PÉRON
& ASSOCIÉS**

27 rue Alfred Nobel
77420 Champs sur Marne

Rapport du Commissaire aux Comptes sur les Comptes Annuels

À l'Assemblée générale de C.S.M.E,

1 - Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels du CLUB SPORTIF MULTISECTIONS D'EPINAY SUR SEINE (C.S.M.E) relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

2 - Fondement de l'opinion

2.1 Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

2.2 Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

3- Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

4- Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du Trésorier et dans les autres documents adressés aux membres de l'Association sur la situation financière et les comptes annuels.

5- Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'Association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre Bureau.

6- Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives.

L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative.

Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Champs Sur Marne, le 23 mai 2025

Le commissaire aux comptes

CABINET PÉRON & ASSOCIÉS



Jean François PÉRON

Bilan financier 2024

Actif				Passif			
Classe		Montant	Montant	Classe		Montant	Montant
		N	N-1			N	N-1
Actif fixe (argent immobilisé)	2 Immobilisations-Neuf	549,00 €	1 724,00 €	1 Capitaux propres		336 152,00 €	378 090,00 €
	20 Biens durables (>1an) propriété de l'association			10 Capital ou Fonds associatif (apport des fondateurs de l'association) et subventions non renouvelables (accordées pour l'achat d'un bien dont le renouvellement ou amortissement est à la charge de l'association)			
	21 Immobilisations incorporelles non amortissables (fonds de commerce, brevets, licences)	80 291,00 €	127 479,00 €	11 Report à nouveau (résultats antérieurs en réserve)		378 091,00 €	524 103,00 €
	27 Immobilisations corporelles amortissables (immobilier, mobilier)	1 549,00 €	1 549,00 €	12 Résultat du dernier exercice (positif ou négatif)		-42 478,00 €	-146 013,00 €
	28 Amortissement des immobilisations	80 291,00 €	127 304,00 €	13 subventions d'investissement renouvelables (accordées pour l'achat d'un bien dont le renouvellement sera assuré par le financeur)			
	3 Stocks			15 Provisions pour risques et charges (assurance sur l'avenir qui consiste à provisionner des fonds en cas d'exodent pour se prémunir des risques éventuels).			
	30 Marchandises, matières premières			16 Emprunts à moyen et long terme (EMLT >1 an)			
Actif circulant (biens destinés à être transformés en liquidités)	4 Créances	5 210,00 €	17 250,10 €	19 Fonds dédiés (ressources financières non encore utilisées : subventions, donations, legs)			
	Personnes physiques ou morales qui doivent de l'argent à l'association	4 714,00 €	1 720,10 €	4 Comptes de tiers (emprunts et dettes à court terme) (DCT)		50 539,00 €	76 277,00 €
	Charges constatées d'avance	496,00 €	5 530,00 €	Personnes physiques ou morales à qui l'on doit de l'argent à court terme (DCT)			
	5 Comptes financiers-tirés-à-porteur	379 393,00 €	395 392,90 €	Factures non parvenues		7 260,00 €	7 306,00 €
	Disponibilités bancaires	345 552,00 €	362 347,00 €	Dettes financières (découverts bancaires, emprunts)			
	Comptes épargne	27 578,00 €	27 278,00 €	Dettes d'exploitation (fournisseurs)			
	Comptes de prévision	6 253,00 €	5 551,00 €	Dettes diverses (sociales ou fiscales)		43 279,00 €	18 971,00 €
Total Actif Bilan		366 152,00 €	404 367,00 €	Total Passif Bilan		366 152,00 €	404 367,00 €



COMPTE DE RESULTAT EXERCICE 2024

CHARGES N-1 / € N / €

60. Achats (sauf 603)		
601. Matières premières	0,00	
602. Autres approvisionnements		146,00
604. Etudes et prestations	15 254,79	24 052,00
606. Achats non stockés	79 251,52	78 065,00
607. Achats de marchandises		
Total achats	94 506,31	102 263,00
603. Variation des stocks	0,00	

61. Services extérieurs		
611. Sous-traitance générale	0,00	
612. Redevances de crédit-bail		
613. Locations	9 237,54	8 395,00
614. Charges locatives		
615. Entretien et réparations	16 079,45	10 729,00
616. Primes d'assurances	15 885,82	5 982,00
617. Etudes et recherches		
618. Divers	165,00	279,00
Total services extérieurs	41 367,81	25 385,00

62. Autres services extérieurs		
621. Personnel extérieur	33 840,59	36 781,00
622. Rémunérations d'intermédiaires	13 215,87	11 677,00
623. Publicité et relations publiques	975,64	7 536,00
624. Transports		
625. Déplacements et réceptions	36 158,63	52 947,00
626. Frais postaux et de télécoms	2 065,84	1 733,00
627. Services bancaires et assimilés	1 127,95	537,00
628. Divers	68 388,02	79 811,00
Total autres services extérieurs	155 772,54	191 022,00

64. Charges de personnel		
641. Rémunérations du personnel	250 363,77	445 326,00
6413. Indemnisation Quasi Bénévoles	25 088,64	48 313,00
6414. Indemnités avantages divers	521,30	846,00
645. Charges de sécurité sociale	65 559,26	70 704,00
647. Autres charges sociales	3 917,51	3 066,00
648. Autres charges de personnel		
Total charges de personnel	345 450,48	568 255,00

Autres charges		
63. Impôts et taxes	6 558,36	4 517,00
65. Autres charges de gestion couran	23 925,65	107 918,00
66. Charges financières		
67. Charges exceptionnelles	1 050,00	2 835,00
68. Dotations aux amortissements	732,80	176,00
69. Impôts sur les sociétés		
Total autres charges	32 266,81	115 446,00

TOTAL CHARGES	669 363,95	1 002 371,00
----------------------	-------------------	---------------------

86. Emplois des contributions volontaires		
860. Secours en nature	0,00	0,00
861. Mise à disposition gratuite de bie	0,00	0,00
862. Prestations	0,00	0,00
864. Personnel bénévole	0,00	
Total emplois des contributions	0,00	0,00

PRODUITS N-1 / € N / €

70. Ventes de produits et services		
701. Ventes de produits finis	0,00	0,00
702. Ventes de produits intermédiaires	0,00	60,00
704. Travaux	0,00	0,00
705. Etudes	0,00	0,00
706. Prestations de services	0,00	0,00
707. Ventes de marchandises	32,00	143,00
708. Produits des activités annexes	0,00	187 016,00
Total ventes	32,00	187 219,00

75. Produits de gestion		
751. Redevances pour concessions	441,00	416,00
754. Collectes	0,00	
756. Cotisations	293 912,22	333 051,00
758. Produits divers de gestion	17 336,27	44 716,00
Total produits de gestion	311 689,49	378 183,00

Autres produits		
71. Production stockée	0,00	0,00
72. Production immobilisée	0,00	0,00
74. Subventions d'exploitation	212 447,60	394 063,00
Ville	132 605,00	205 000,00
Conseil Général		
Conseil Régional		
Etat		
Autres subventions	47 736,00	159 123,00
Aide à l'emploi	32 106,60	29 940,00
743. Partenaires		
754. collectes (mécénat)		
76. Produits financiers	1 634,16	900,00
77. Produits exceptionnels	531,00	
78. Reprises sur amortissements	-2 983,07	
79. Transferts de charges		-472,00
Total autres produits	211 629,69	394 491,00

TOTAL PRODUITS	523 351,18	959 893,00
-----------------------	-------------------	-------------------

RESULTAT (excédent ou déficit)	-146 012,77	-42 478,00
---------------------------------------	--------------------	-------------------

25,34	21,36
15	20
56	35

87. Contributions volontaires		
870. Bénévolat	0,00	
871. Prestations en nature	0,00	0,00
872. Dons en nature	0,00	0,00
Total contributions volontaires	0,00	0,00



ANNEXES AU BILAN

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice, dont le total est de 386 152 € et au compte de résultat de l'exercice présenté sous forme de liste, dont les produits de gestion sont de 378 183 € et accusant un déficit de 42 478 €.

L'exercice a une durée de 12 mois, couvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

Les notes et les tableaux présentés ci-après, font partie intégrante des comptes annuels.

Les comptes de l'exercice clos ont été élaborés et présentés conformément aux règles comptables dans le respect des principes prévus par les articles 121-1 à 121-5 et suivants du Plan Comptable Général.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les conventions comptables ont été appliquées en conformité avec les dispositions du code de commerce, du décret comptable du 29/11/83 ainsi que du règlement ANC 2018-06 relatifs à la réécriture du plan comptable général applicable à la clôture de l'exercice

TABLEAU IMMOBILISATIONS

Année 2024

	A	B	C	D
Situations et mouvements	Immobilisations cumulées au début de l'exercice	Augmentations immobilisations de l'exercice	Diminutions d'immobilisations de l'exercice	Immobilisations Cumulées à la fin de l'exercice
Rubriques				
Immobilisations corporelles	127479,28		47188,24	80291,04
TOTAL GENERAL =	127479,28	0,00	47188,24	80291,04

TABLEAU DES AMORTISSEMENTS

Année 2024

	A	B	C	D
Situations et mouvements	Amortissements cumulés au début de l'exercice	Augmentations dotations de l'exercice	Diminutions d'amortissements de l'exercice	Amortissements Cumulés à la fin de l'exercice
Rubriques				
Immobilisations corporelles	127303,68	175,60	47188,24	80291,04
TOTAL GENERAL =	127303,68	175,60	47188,24	80291,04

TABLEAU DES PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Année 2024

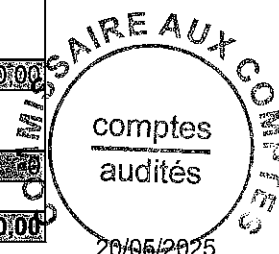
	A	B	C	D
Situations et mouvements	Provisions cumulées au début de l'exercice	Augmentations Provisions de l'exercice	Diminutions Provisions de l'exercice	Provisions Cumulés à la fin de l'exercice
Rubriques				
	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL =	0,00	0,00	0,00	0,00

TABLEAU DES DETTES

Année 2024

	A	B	C
Rubriques	TOTAL DETTES	- 1 an	+ 1 an
Fournisseurs factures non parvenues	7260,00	7260,00	
Rémunération due	689,00	689,00	
Charges sociales sur congés payés	37273,00	37273,00	
Formation professionnelle	4896,00	4896,00	
Impôts à la source	420,00	420,00	
Autres			
TOTAL (I) =	50 538,00	50 538,00	0,00
TOTAL (II) =	0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL = (I)+(II)	50 538,00	50 538,00	0,00

CSME



C.S.M.E

Siège Social : Parc Municipal des Sports

93800 EPINAY SUR SEINE

Rapport Spécial du Commissaire aux
comptes
sur les conventions réglementées

Exercice clos le 31 décembre 2024

**CABINET PÉRON
& ASSOCIÉS**

27 rue Alfred Nobel
77420 Champs sur Marne

Rapport spécial du Commissaire aux comptes sur les conventions réglementées

À l'Assemblée générale de C.S.M.E,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission.

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention intervenue au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'assemblée générale, en application des dispositions de l'article L.612-5 du code de commerce.

Fait à Champs sur Marne, le 23 mai 2025

Le commissaire aux comptes

CABINET PÉRON & ASSOCIÉS



Jean François PÉRON